



L'agrobusiness, un pavé vers la dépendance alimentaire en Afrique

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 18 août 2016

grain.org 16 juillet 2016

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Dans le village de Yalifombo, en République Démocratique du Congo (RDC), le long du fleuve Congo, se trouvait une communauté essentiellement agricultrice. Dans ce village il a été donné de voir comment l'économie locale qui tournait autour du travail du palmier à huile traditionnel s'est effondré suite à la montée en puissance des plantations industrielles. Dans toute la sous-région, que ce soit à Mundemba (Cameroun) ou Mboma (Gabon), on observe cette concurrence grandissante de l'agro-industrie face aux économies agricoles locales. Le modèle aujourd'hui encouragé par certaines Politiques publiques, l'agrobusiness est en train de détruire les systèmes qui ont depuis de longues années constituer une réussite pour les paysans.

Les Organisations paysannes Africaines et les ONGs ne cessent d'affirmer : le futur de l'agriculture ne saurait être garanti par l'agriculture industrielle mais plutôt par l'agriculture paysanne (1). Cette agriculture qui nourrit le monde et est capable de refroidir la planète à l'aide de l'agroécologie et du respect de la biodiversité.

Pour exemple, dans son rapport intitulé « libérer le potentiel des exploitations familiales », le Conseil National de Concertation des Ruraux (CNCR) du Sénégal démontre bien que les exploitations familiales sont très bien capables de nourrir le Sénégal et que ce n'est pas l'agrobusiness qui le fait en ce moment déjà. L'agriculture familiale est la principale pourvoyeuse d'alimentation des Sénégalais, et subvient à 70 % de leurs besoins tant en milieu rural qu'en milieu urbain (2).

Pourtant le modèle agrobusiness continue d'être imposé par de fortes pressions.

Les Etats africains après toutes les promesses faites à Malabo en 2003, lors du sommet de l'Union africaine, (allouer au moins 10% de leur budget national à l'investissement agricole à l'horizon 2008) continuent d'attendre des institutions financières internationales pour développer l'agriculture qui devra nourrir leurs populations.

Ces institutions financières internationales et avec en tête de bataillon la Banque Mondiale et son « win-win » s'acharne à redéfinir l'agriculture africaine avec ses programmes et une grande implication du monde de la finance, des instruments financiers et des incertitudes qui accompagnent ce type de mécanismes.

La République Démocratique du Congo (RDC), un des champs d'expérimentation de ses politiques a vu naître en 2014 un 1er Parc Agro-Industriels (PAI), sur une promesse de 20 au total à réaliser. Une initiative du Président de la république de ce pays suite à la volonté

du NEPAD – New Partnership for Africa’s Development – (3) mais qui très vite est dénoncé par les paysans congolais (4).

Ces paysans qui dénoncent entre autre le manque de consultation, de transparence, et d’implications des Organisations paysannes, révèle aussi la propension à l’agrobusiness de ce programme encouragé par la Banque mondiale. Les Parcs Agro-Industriels, loin de contribuer au développement de ce pays et à la réduction de la pauvreté risquent plutôt de produire le déplacement des communautés de leurs terres, et l’accaparement de ces dernières.

Les paysans congolais qui se retrouvent ainsi face à un système (facilité fiscale, promotion de certains type de culture) qui est visiblement mis en place pour favoriser les investisseurs étrangers et non pas les petits paysans.

Un autre terrain de jeu de l’agrobusiness est le Gabon, où un programme du nom de GRAINE (5) met en scène le Groupe Singapourien OLAM International et la République Gabonaise dans un partenariat public-privé pour « développer l’agriculture ».

Ce programme vise à créer 30.000 auto-emplois et vise à occuper 200.000 ha de terres agricoles. Il a déjà commencé à accaparer les terres des communautés de Mboma dans le département du Woleu (6).

D’autres parts le programme GRAINE fait une part belle au groupe Américain Caterpillar à travers un contrat de 140 millions de dollar, pour l’achat de 475 Bulldozers. Pourtant ce que demandent les communautés, c’est simplement de pouvoir garder leurs terres et de faire une agriculture saine. Une autre compagnie très investie dans l’agrobusiness au Gabon et dans d’autres pays de l’Afrique comme la Cote d’Ivoire, est la compagnie SIAT.

Etablie dans le palmier à huile et l’hévéa entre autre, elle a aussi recours aux techniques d’insémination artificielle pour accroître le cheptel au Gabon. SIAT dont le siège est à Bruxelles (Belgique) est détentrice de plusieurs concessions et occupe environ 15.000ha de terres au Gabon.

Bien que revendiquant une lourde responsabilité sociale, elle est plutôt interpellée sur la crédibilité et la véracité de son Etude d’Impact Environnementale et Sociale (EIES) réalisée en 2012 dans la région de Bitam/Minvoul (7).

Ces quelques exemples dans le bassin du Congo illustrent bien que contrairement à cette volonté de qualifié de « gagnant-gagnant » ou « d’investissement responsable », les projets d’investissements étrangers dans le secteur agricole et leur modèle d’agriculture mis en avant l’agrobusiness, il serait plus utile aux Etats Africains d’investir et de bâtir sur l’agriculture paysanne, gage de souveraineté alimentaire.

L’agrobusiness, malgré toutes les facilités qui lui sont faites continue de ne pas convaincre les paysans et nécessiterait d’être stoppée pour le bien être des communautés et la paix dans les pays. Il est vraiment temps d’arrêter de promouvoir des politiques comme la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (NASAN) du G8, les accords de partenariat économique (APE) de l’Union Européenne ou le Millennium Challenge Corporation (MCC) des Etats Unis, qui arrivent tous avec des exigences de changements de politiques foncières et semencières pour les Etats Africains.

La souveraineté alimentaire des populations va avec la liberté dans la production. Un choix

libre et éclairé qui n'est pas sous une exigence du marché mondiale.

Or c'est bien le contraire que propose l'agrobusiness ou il faut produire l'hévéa, le teck ou l'eucalyptus.

Traduction [World Rainforest Movement - Bulletin 224](#)

- (1) <http://fsm2015.altermondes.org/le-monde-est-nourri-a-90-par-lagriculture-familiale/>
- (2) http://www.cncr.org/sites/default/files/cncr_rapport_suivi_des_efa.pdf
- (3) <http://www.nepad.org/>
- (4) <https://www.sosfaim.be/wp-content/uploads/2014/11/s2-PAI-plaidoyer-AgriCongo.pdf>
- (5) <http://graine-gabon.com/>
- (6) <http://www.farmlandgrab.org/25462>
- (7) <http://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section3/gabon-un-nouveau-rapport-met-en-garde-sur-les-consequences-de-la-proliferation-des-plantations-industrielles-de-palmiers-a-huile-et-dheveas/>

La source originale de cet article est grain.org

Copyright © [Grain](http://grain.org), grain.org, 2016

Articles Par : **Grain**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca